

L'écologie solidaire

LOUIS FAVREAU ET LUCIE FRÉCHETTE, *Solidarité internationale. Écologie, économie et finance solidaire*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2019, 200 pages

Omer Chouinard

Volume 14, Number 1, Fall 2019

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/92345ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (print)

1929-5561 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Chouinard, O. (2019). Review of [L'écologie solidaire / LOUIS FAVREAU ET LUCIE FRÉCHETTE, *Solidarité internationale. Écologie, économie et finance solidaire*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2019, 200 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 14(1), 29–30.

L'écologie solidaire

Omer Chouinard
Professeur, Université de Moncton

LOUIS FAVREAU ET LUCIE FRÉCHETTE
**SOLIDARITÉ
INTERNATIONALE. ÉCOLOGIE,
ÉCONOMIE ET FINANCE
SOLIDAIRE**
Québec, Presses de l'Université du
Québec, 2019, 200 pages

Le livre de Louis Favreau et Lucie Fréchette est composé d'une préface d'André Beaudoin, secrétaire général de l'Union de producteurs agricoles – Développement international (UPA-DI). L'originalité du livre est de nous montrer que le lien entre la solidarité internationale et le phénomène des changements climatiques est à l'ordre du jour plus particulièrement depuis les dix dernières années. De plus, ce livre est illustré de multiples exemples, riches d'enseignement, autant dans les pays du Sud que dans les pays du Nord.

Dans l'avant-propos, André Beaudoin nous présente le défi écologique en faisant un lien étroit entre la question des inégalités et l'avenir des écosystèmes. Favreau et Fréchette, quant à eux, enchainent en nous parlant d'une nouvelle alternative depuis dix ans soit la finance solidaire consacrée aux économies de proximité du Sud et de la transition écologique avec la COP21 de 2015. Le chapitre 1 met en avant-plan la solidarité internationale et le développement des communautés à l'heure de l'urgence climatique; le chapitre 2 nous parle des initiatives porteuses de développement des communautés dans le monde, axées sur des inspirations pour la solidarité internationale d'ici; le chapitre 3 nous entretient sur la coopération québécoise avec le Sud en mettant l'accent sur les nouveaux habits de la solidarité internationale; le chapitre 4 se concentre sur la solidarité internationale québécoise en insistant sur l'espace des possibles ouvert par la finance solidaire; le chapitre 5 approfondit la coopération nord-sud en la qualifiant de territoire méconnu de la solidarité économique; et enfin, le chapitre 6 nous fait une synthèse de la solidarité internationale de proximité en sous-titrant: économie, écologie et finance solidaire.

Les auteurs, en s'appuyant sur le bouquin *Green Deal* d'Alain Lipietz (2012), soulignent que nous sommes aujourd'hui à un tournant en nous disant que:

[...] l'urgence écologique, à la suite de la COP21, est devenue une question plus décisive, celle qui peut en structurer bien d'autres. Et la bonne nouvelle c'est que les solutions à la crise écologique sont des solutions à la crise économique. [...]

la transition sociale-écologique crée de la richesse, des entreprises, et de l'emploi dans une économie qui est celle de l'avenir et qu'on retrouve notamment dans les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique des bâtiments, les transports en commun débarrassés des énergies fossiles, la construction des infrastructures routières entre villages ou leur électrification par le solaire, etc. (p. 13) [Le caractère gras est des auteurs.]

Les auteurs poursuivent sur la coopération internationale en disant:

En coopération internationale de proximité, les OCI (organisations de coopération internationale) les plus expérimentés misent sur le potentiel des secteurs coopératif et associatif pour créer de l'emploi dans la production de biens et le développement de services collectifs permettant de s'engager dans la lutte contre l'insécurité alimentaire (commercialisation collective de produits de la terre) ou dans l'électrification des villages par le solaire pour ne nommer que ces priorités (p. 16).

Les auteurs insistent fortement sur l'importance de l'agriculture familiale et l'agroforesterie dans les pays du Sud qui, selon eux, est «un créneau déterminant pour créer de l'emploi dans des sociétés où les communautés rurales constituent le bloc majoritaire de leur population» (p. 19). Qui plus est, les auteurs poursuivent en démontrant le potentiel des énergies renouvelables:

Outre l'agriculture et la gestion durable des forêts, les créneaux ayant potentiels de changements structurels vers une économie plus sobre en carbone ont trait à la mise en œuvre d'autres sources d'énergie que les fossiles, c'est-à-dire des fermes éoliennes, des ateliers de production de panneaux solaires et de batteries de stockage, de transformation de résidus agricoles et forestiers en biomasse, la construction de petits barrages hydroélectriques (p. 19).

Pour illustrer leurs propos, les auteurs montrent que le Fonds d'investissement solidaire international solidaire international du Québec (FISIQ), qui regroupe plusieurs fonds de solidarité, d'économie solidaire et de coopération nord-sud, est né en 2014: le FISIQ finance des projets d'économie de proximités faibles en carbone telles l'agriculture familiale, l'agroforesterie et les sources d'énergie alternatives aux sources fossiles, ce qui constitue selon les auteurs un changement de paradigme favorisant «la recomposition du développement local autour du "plus durable" et du "plus intégré" dans ses aspects sociaux, économiques et environnementaux» (p. 41). L'originalité du FISIQ, avec la finance solidaire et son rôle



dans le développement et la transition écologique de l'économie, est d'intervenir «[non] plus seulement dans le microcrédit et dans la petite mutuelle d'épargne et de crédit, mais plutôt dans les prêts pour soutenir un développement des petites et moyennes entreprises [collectives] du Sud» (p. 72).

Les auteurs laissent aussi entrevoir en arrière-scène des sources d'inspiration visant «à rétablir des économies de proximité et à rendre des communautés plus autonomes grâce aux énergies renouvelables» (p. 25). En s'inspirant de Bénédicte Manier (*Un million de révolutions tranquilles*, 2016), les auteurs font l'étalage de multiples exemples. On y mentionne des «alternatives qui foisonnent depuis trois décennies et ne cessent de se développer au Nord comme au Sud» (p. 26). On souligne en particulier les cuisines collectives et les jardins collectifs qui, avec le soutien d'ONG, «tentent [...] de s'inscrire le plus possible dans des réseaux de circuits courts favorisant le développement d'économie d'activités génératrices de revenus» (p. 27). Également, on souligne le fait que les énergies «renouvelables» telles que le solaire, la petite hydraulique, l'éolien... «sont l'option la moins chère» en Afrique, là où de nombreuses «OCI du Québec sont présentes» (p. 29). Les auteurs constatent dans ces divers projets appuyés par la finance solidaire «des lignes directrices communes au Nord comme au Sud», «soit la prise en charge de l'urgence écologique autour de deux axes centraux qui sont» comme le soulignait Alain Lipietz «agriculture/alimentation/santé d'une part et énergie/climat/santé d'autre part» (p. 41-42). Dans ce contexte, l'approche de la finance soli-

Solidarité internationale

suite de la page 29

daire, dans la foulée du regroupement de plusieurs Fonds par le FISIQ, serait «devenue encore plus pertinente» suite aux «restrictions budgétaires structurelles du financement public au Nord comme au Sud et de systèmes de crédit sélectifs fondés sur les institutions bancaires privées» (p. 75). [Le caractère gras est des auteurs.]

En résumé, le FISIQ en tant que levier de développement durable et de finance solidaire des communautés du Sud et de leurs organisations travaille sur trois fronts: social, «[pour] fédérer les initiatives locales sur les plans sectoriel, national et transfrontalier»; économique, «[pour] favoriser l'organisation économique des communautés par des entreprises collectives (coopératives) et du coup leur représentation politique»; environnemental, «[pour] entreprendre le virage écologique dans toutes les communautés concernées» (p. 96).

Les auteurs soulignent aussi que «l'enjeu des prochaines décennies» est de «nourrir de façon écologique» (p. 123), en étant «plus créateur d'emplois» (p. 128). Il faut selon eux «restaurer la capacité de production alimentaire locale dont une bonne partie peut être destinée aux villes plutôt qu'à l'exportation» (p. 129). De plus, en terminant, ils nous indiquent «les chemins pour arriver» (p. 129) à la transition sociale-écologique en tant que nouveau modèle de développement.

Ce nouveau modèle de développement de la transition sociale-écologique a un prérequis soit un État interventionniste, mais progressiste ce qui signifie un État social-écologique. Au Nord, ceci comprend «une fiscalité écologique de certains États», «des villes européennes exemplaires avec leurs écoquartiers et leurs réseaux de transport en commun électriques; des universités, des fondations, des gouvernements locaux qui désinvestissent des énergies fossiles et misent sur les renouvelables, etc.» Au Sud, «se débarrasser des semences OGM» comme l'a fait le Burkina Faso; «construire une grande muraille verte [de 7600 km de long et 15 km de large, traversant 12 pays africains, qui s'étendrait de la Gambie sur l'Atlantique

à Djibouti sur l'océan Indien] pour stopper la désertification»; la prise en charge de «l'électrification des villages et de la commercialisation de leurs produits», au moyen du solaire, et ce par les organisations paysannes (p. 133-134).

Les auteurs continuent sur une note d'espoir: «Nous avons donc raison d'espérer en nous disant que changer le monde s'évalue beaucoup mieux sur une longue période. Aujourd'hui et demain, c'est l'arrimage de la transition écologique au progrès social qui constituera la conquête sociale la plus déterminante des prochaines décennies du XXI^e siècle.» Pour ce faire, ils sont clairs: «une première et déterminante mobilisation» est de «sortir du pétrole et sortir l'argent placé dans cette vieille aventure au profit des énergies renouvelables» (p. 135). Ils concluent en insistant sur le fait que:

[...] l'utopie mobilisatrice du XXI^e siècle est celle d'un *New Deal* écologique et social comme il y a eu un *New Deal* au XX^e siècle fondé sur les conquêtes sociales du syndicalisme agricole, du monde ouvrier, du mouvement des femmes et du mouvement coopératif. Pour le XXI^e siècle, c'est la trajectoire écologique des mêmes mouvements et de nouvelles associations de citoyens qui est en train de devenir une force motrice de notre avenir à tous (p. 135).

En terminant, Favreau et Fréchette nous rappellent les lignes maitresses de leur ouvrage en s'appuyant sur divers experts; qu'il faut «réarticuler des territoires urbain et rural afin de favoriser une agriculture diversifiée capable d'alimenter via des circuits courts de petits centres urbains, tout en misant sur l'agriculture familiale»; qu'il faut «tableur sur la diversité économique [en faisant de la transition sociale-écologique un projet politique] autour de deux axes soit l'axe agriculture/alimentation/santé et l'axe énergie/climat/santé»; qu'il faut «s'investir dans de petits projets qui ont l'ambition de grandir en l'occurrence en économie solidaire par la finance solidaire»; qu'il faut «tableur sur les économies de proximités... en ayant en tête de réinvestir dans le champ de la réflexion stratégique avec l'emploi et la transition sociale-écologique, comme fils directeurs du développement des territoires et des communautés» (p. 148-149). ❖



Gazoduc
Saguenay,
le gaz et le non-sens

**Au cours des 15 dernières années,
L'Action nationale a combattu
victorieusement des projets
énergétiques insensés comme
Le Suroît, Rabaska, le gaz de
schiste, le pipeline Énergie Est et
présentait en juin dernier un dossier
complet sur Gazoduc.**

Tous ces numéros de référence sont disponibles à la boutique internet de L'Action nationale:

actionnationale.quebec